

revues comme *Maclean's*, *Equinox* et *Châtelaine*? Où est le sens des priorités culturelles canadiennes du gouvernement? Dans *Newsweek*?

* * *

[Français]

LES MINES

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, à Grevet, en Abitibi, on est en train d'ouvrir un nouveau camp minier. Selon M. Christian Derosier d'Exploration VSM, le gisement a une valeur de 700 millions de dollars et cette découverte a été permise grâce à des fonds accreditifs. Une étude de pré-faisabilité est en cours afin d'évaluer quelle stratégie devra être adoptée pour ouvrir la mine entre Miquelon et Chapais.

Toutefois, une des préoccupations des gens de VSM et de SEREM est le transport ferroviaire. Les représentants des deux compagnies ont participé aux audiences publiques et ont alors fait valoir la nécessité de conserver la subdivision Franquet-Chapais, en Abitibi, que le CN a néanmoins fermée sans autorisation ni consultation.

Monsieur le Président, encore un des coups bas des dirigeants du CN! La population de Senneterre, de Chapais et celle du Québec attend la décision de l'Office national des Transports concernant la demande injustifiée du CN.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Joe Comuzzi (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, la taxe sur les produits et services du gouvernement aura de graves répercussions sur l'industrie canadienne de la construction. L'Association canadienne des constructeurs d'habitations estime que la taxe fera augmenter d'au moins 3 000 \$ le prix moyen d'une maison, qui s'établit actuellement à environ 150 000 \$. Puisque la plupart des Canadiens contractent un prêt hypothécaire pour acheter une maison, ces 3 000 \$ seront devenus 6 000 \$ ou 7 000 \$ une fois leur prêt remboursé.

On imagine facilement les conséquences de la taxe sur l'industrie de la construction. Non seulement beaucoup de Canadiens ne pourront même plus rêver d'acheter une maison, mais l'industrie du bois de construction sera elle aussi durement frappée.

Article 31 du Règlement

La Colombie-Britannique, l'Alberta, le nord de l'Ontario, le Québec et les provinces atlantiques s'en ressentiront. Notre industrie du bois de construction compte sur les exportations, mais elle dépend étroitement aussi du marché intérieur. Compte tenu de la taxe à l'exportation de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre et de la montée du dollar canadien, l'industrie canadienne du bois de construction ne peut pas faire face à une autre attaque.

Le gouvernement conservateur doit admettre que notre principal secteur industriel est en difficulté. Il doit l'aider et non pas ajouter à ses difficultés.

* * *

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, le Comité national d'action sur le statut de la femme a décidé que la journée d'aujourd'hui serait un jour national de deuil, afin de souligner la mort de 14 jeunes femmes à Montréal. Tous les Canadiens sont encouragés à réfléchir à la violence contre les femmes, et si possible, à faire des dons aux centres d'aide aux victimes de viols et aux maisons d'accueil pour femmes battues.

Samedi, on a tenu une manifestation silencieuse à Vancouver pour une domestique étrangère qui a été violée à maintes reprises par son employeur. Les domestiques étrangères sont souvent les victimes de violence et d'exploitation économique.

L'Organisation nationale des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible du Canada a recommandé que le gouvernement fédéral établisse, de concert avec les provinces, des normes d'emploi et s'assure que ces normes sont mises en oeuvre et respectées, en prévoyant les ressources nécessaires à cette fin.

Il est essentiel d'accorder une plus grande protection aux domestiques. J'espère que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration se penchera sur cette question très grave et ne compliquera pas davantage la tâche aux domestiques étrangères qui veulent obtenir le statut d'immigrante admise au Canada.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, 1990 sera une année fort chargée dans le domaine écologique pour la Dow Chemical qui est située dans la circonscription de Sarnia—Lambton.

En effet, cette compagnie nous a annoncé, vendredi dernier, comment elle envisageait l'avenir de sa succursale de Sarnia. Dans cet énoncé de politique, Dow Chemi-